

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 1er au 14 juillet 2013 – n°127

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## Une propagande trempée dans l'eau de Vichy

Par Patrick Apel-Muller, Directeur de la rédaction de l'Humanité.

**Le site Atlantico, proche de l'UMP, ose taxer l'Humanité d'antisémitisme et trace un parallèle odieux avec une affiche de la Collaboration.**

«Quand le PC nage dans les eaux mêlées de l'antiaméricanisme et de l'antisémitisme.» Le site Atlantico, bâti pour servir la campagne «buissonnante» de Nicolas Sarkozy et campé désormais sur les marges extrêmes de la droite, amalgamait hier la une de l'Humanité dévoilant le texte secret de l'accord transatlantique et une affiche de l'exposition antijuive de 1943 à Paris.

Aucun rapport, évidemment.

Sauf pour Benoît Rayski, historien fourvoyé qui ose ce parallèle infâme, justifié par cette forte pensée: "Oui, il y a du brun dans le rouge. Tout comme il y a du rouge dans le brun." Son but, asséner un sophisme de propagande: les anti-impérialismes sont anti-américanistes, «l'antiaméricanisme a toujours fait bon ménage avec l'antisémitisme», donc l'Humanité est antisémite... Intellectuellement, c'est affligeant.

La rengaine est de saison parmi ceux qui, à l'UMP, s'acharnent à démanteler le cordon sanitaire qui séparait les républicains des troupes du Front national. Pour cela, **il faut renvoyer dos à dos la gauche et l'extrême droite**, brouiller tous les repères, placer les victimes dans la peau des bourreaux.

L'auteur assimile ainsi Clément Méric et ses amis aux troupes fascisantes de Serge Ayoub. «Mais, à les lire de près, ose notre plumitif, et à regarder la une de l'Humanité, est-on bien sûr qu'il y ait une réelle différence entre eux?» Et de conclure doctement: «On peut se ressembler sans s'assembler.» Une propagande nauséabonde.

Sur le même site, décidément peu regardant, il avait décrit il y a quelques mois le PCF «telle une vieille pute défraîchie, ne trouvant plus de client sur le trottoir qu'elle arpente»...

**Raffinement très avant-guerre du vocabulaire, subtilité de la pensée, et surtout choix raffiné de l'image...**

psychologiquement, c'est intrigant. A-t-il voulu masquer le contenu du mandat de la Commission européenne dans les négociations sur le marché transatlantique, dévoilé par notre journal? L'a-t-il seulement lu? Rien ne le montre dans ses écrits. Il n'aurait pu alors s'autoriser, en conscience, cette manipulation. Professionnellement, c'est négligeant.

**Enfin, Benoît Rayski brade bien aisément sa propre histoire.**

«Un jour, sous la seule protection de sa carte d'identité, une jeune femme vivant à Lyon dans la clandestinité prenait par la main un petit garçon qu'il s'agissait de conduire à Grenoble où il trouverait un asile plus sûr. Le petit garçon, c'était Benoît Rayski, la jeune femme c'était moi...» Elle, c'était Nelly Feld, résistante communiste devenue journaliste à l'Humanité comme bien d'autres jeunes gens sortis des camps de concentration et du maquis, qui prirent la relève de leurs prédécesseurs fusillés par les nazis.

Humainement, son article est déshonorant.

## SOMMAIRE

- P1 Édito – Sommaire
  - P2 Agenda – Soutien - Fête des Allobroges
  - P3 Conférence sociale – Espionnage – Égypte - Brésil
  - P4 Cour des comptes – Grèce – Agressions à Bobigny - Antilles
  - P5 Fermeture du théâtre national palestinien de Jérusalem – Intempéries – A lire – énergie
  - P6 17 juin : Commémoration de l'Appel à la résistance contre l'occupant nazi de Charles Tillon - L'Huma Dimanche du 27/6 – Ne vous trompez pas de colère !
  - P7 La réaction des communistes de Berck suite à la vente de "Mein Kampf" - Déclaration du PCF suite à l'agression d'une jeune femme à Argenteuil - Face à l'arbitraire policier, soutien à Yahya Sanchez !
  - P8 Appel du collectif « La retraite, une affaire de jeunes » (2013) - Internet Aidons l'Huma !
  - P9 Erasmus +. Budget en hausse mais fait planer de lourdes menaces sur les étudiants plus défavorisés - 16 juin – Assises pour changer de cap
  - P10 Stop aux expulsions sans logement, aux discriminations
- DES SOLUTIONS  
MAINTENANT

**LE CAPITALISME  
NE S'EFFONDRE  
PAS TOUT SEUL  
AIDONS-LE !**



# Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privaté par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Lundi 1er juillet 20H réunion Chaîne Humaine contre les haines

Mardi 2 juillet réunion RESF

Réunion Les Amis de la Terre

Mercredi 3 juillet 18H Paquier - face au Quick

pique-nique Assemblée Citoyenne d'Annecy

19H repaire Là-bas si j'y suis au Dersim - Meythet

Jeudi 4 juillet 17h30 réunion collectif antifasciste

Vendredi 5 et samedi 6 juillet Fête des Allobroges Parc des Expositions Avenue du Grand Ariétaz 73000 Chambéry

Samedi 6 juillet 2013 à l'Abergement de Varey (01) Festival des Joyeux

Dimanche 14 juillet repas cellule PCF de Cran-Gevrier

6 juillet 2013 // Abergement de Varey

## L'ABERG' EN PARALLELE

L'autogestion hier, aujourd'hui, demain

Table des Conventions

Table des Propositions

SET A SEPT (Table Inter-associative)

MARINALEDA (Echanges/Alliés sur le thème et les pratiques de l'autogestion...)

RURAL PÉRIODIQUES (Région agricole)

TRINGLES (Région agricole)

Table des propositions (pour les associations)

Table de presse

Table des Conventions

Table des Propositions

Table des Conventions

Table des Propositions

Pour le soutien à la famille OSMANI emmenée par la police le 27 juin dernier alors qu'ils étaient hébergés par le 115 au Centre Georges Bonnet à Annecy [http://www.educationsansfrontieres.org/article46943.html?id\\_rubrique=535](http://www.educationsansfrontieres.org/article46943.html?id_rubrique=535)

# 2 JOURS DE FÊTE... DE SPECTACLES... DE DÉBATS... DE RENCONTRES...

### Vendredi 5 juillet

**Ouverture de la fête à 17h**

**17h30**  
Inauguration musicale de la fête avec la bande « Les copains d'accord »  
Espace les Allobroges Savoyards

**18h30**  
**Débat : La transition énergétique**  
La déviance engagée par le gouvernement sur cette question doit-elle conduire à l'écologie par une loi de programmation sur l'énergie. Ce débat se doit pas se réduire à une confrontation entre les deux aspects car cela concerne tous les citoyens.  
Les besoins énergétiques mondiaux sont-ils compatibles avec la réduction des émissions de CO2 ? Quelles solutions pour une énergie propre, pour satisfaire les besoins de l'humanité dans son ensemble ?  
Débat avec la participation de Laurent Almeida, spécialiste EDF, et Anne Barlet, responsable du PCF sur les questions de l'énergie.  
Espace les Allobroges Savoyards

**21h**  
**Chabert and Co**  
D'Arles à Arles, de Genève à Genève, de Lyon à Lyon, de Chambéry à Chambéry, de Savoie à Savoie, de France à France, de monde à monde, de partout à partout, de toujours à toujours, de jamais à jamais, de tout à tout, de rien à rien, de quelque chose à quelque chose, de n'importe quoi à n'importe quoi, de rien à rien, de quelque chose à quelque chose, de n'importe quoi à n'importe quoi, de rien à rien, de quelque chose à quelque chose, de n'importe quoi à n'importe quoi.  
Espace les Allobroges Savoyards

### Samedi 6 juillet

**10h30**  
**Débat : Réforme territoriale : vraie avancée ou recul démocratique ?**  
La République s'est finalement organisée sur la base de la commune, du département, de la région et de l'Etat. La réforme territoriale simplifie-t-elle notre organisation, avec la communauté de communes ou d'agglomération, la région, l'Europe. N'y a-t-il pas un réel recul démocratique, les lieux de décisions s'éloignent des citoyens ? La volonté de regrouper les centres ne porte-t-elle pas en elle la même raison ? N'est-ce pas d'ailleurs le but recherché ? En l'absence de regroupement des deux Savoies en une seule entité, en l'absence de la région Rhône-Alpes, ne s'agit-il pas d'un recul démocratique ?  
Gilles Borel.  
Espace les Allobroges Savoyards

**15h**  
**Débat : Pourquoi la VI<sup>e</sup> République ?**  
Adrien Poincaré, républicain, rénovateur des promesses électorales, grand vainqueur des élections du Président de la République, le V<sup>e</sup> République ne part pas complètement à l'écart et ne correspond plus aux enjeux démocratiques de notre époque. Il faut en changer. Il faut une VI<sup>e</sup> République avec une constitution permettant des avancées démocratiques et une transition progressive de la société.  
Quel contenu ? Quelles priorités ? Quelle représentation des populations ? Quel contrôle de travail des élus ?  
Un débat incontournable, une question essentielle pour voter de la saine et sagesse.  
Espace les Allobroges Savoyards

**Ouverture de la fête à 10h**

**18h**  
**Scène des Conventions**  
**MEETING avec Isabelle De Almeida**  
Présidente du Conseil national du PCF

**21h**  
**Scène des Conventions**  
**NICOLAS PEYRAC**  
Chanteur, auteur, compositeur, musicien, photographe, c'est un homme qui tente de tout de déborder de sa carrière, il compose tout d'abord des chansons pour Michel Laffont, Gérard Lemaître, Caroline Hervé... puis il devient l'interprète de ses propres chansons qu'il accompagne comme par exemple avec : Du bar away from LA, Et pour père, Je pars, etc...  
C'est en 1984 qu'il publie son premier roman et qu'il poursuit sa carrière de chanteur au Québec.  
En 2000, c'est le grand retour avec le sort de « Casso-Ciprés », le roman qui sera traduit en français mais également en anglais, espagnol, italien. Les traductions se succèdent, il passe le métier d'artiste avec passion.  
Il s'installe peu à peu dans la scène des conventions à la Fête des Allobroges le 6 juillet à 21h.  
Espace les Allobroges Savoyards

**NOUVEAU**  
L'autre scène de la fête des Allobroges

Plusieurs tournées nationales, présence de la fête et de son qui le fête se trouve en grande partie à l'échelle, et nous offre toute la variété de la scène et produit des groupes musicaux dans les deux jours de fête.

- Charlie N
- Blood Storm
- Sans pré tension
- For Friends

**savoieexpo**  
Evénements & Congrès  
1721 avenue du Grand Arétaz - Chambéry  
Tel. 04 79 42 22 50

**de Savoie Matin**  
1721 Avenue du Grand Arétaz - Chambéry  
Tel. 04 79 42 22 50

**ALBERTVILLE** - Le nouveau Centre Aérien - Tel. 04 79 12 30 00  
**CHAMBERY** - Zone Expo - Tel. 04 79 42 22 50  
**MEYTHET** - 37 avenue de la République - Tel. 04 79 36 10 00  
**DORE** - Centre Commercial de l'Isère - Tel. 04 79 42 22 50  
Centre d'Accueil - Tel. 04 79 42 22 50  
01 42 02 04 00 00 - 111 Place du Forum - Tel. 04 79 42 22 50

**BANQUE, ASSURANCE, TÉLÉPHONIE... GAGNEZ À COMPARER !**

**Crédit Mutuel**  
La banque à qui parler

UNID 1 TARJEL CHIVRÉP CARTE DE SÉCURITÉ  
Espace de Centre - 73000 Chambéry  
Tel. 04 79 42 22 50 - 04 79 42 22 50 - 04 79 42 22 50

**DES AMIS À VOTRE SERVICE**

CHAMBERY - 1721 Avenue du Grand Arétaz - Tel. 04 79 42 22 50  
DORE - Centre Commercial de l'Isère - Tel. 04 79 42 22 50  
MEYTHET - 37 Avenue de la République - Tel. 04 79 36 10 00  
ALBERTVILLE - Le nouveau Centre Aérien - Tel. 04 79 12 30 00

Un numéro de téléphone : 0810 573 573

**Abonnez-vous aux Allobroges Savoyards**  
(Membre du Réseau de Savoie du PCF)  
Je remplis le bulletin et souhaite adhérer à :  
Les Allobroges Savoyards - 526 avenue Albert Lemaître 73000 Chambéry

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Je joins un chèque de 22 € à l'ordre des Allobroges



### Conférence sociale : « aucune justice dans le démantèlement de la retraite à 60 ans »

Peu convaincante, brouillonne et poussive... l'ouverture de la deuxième conférence sociale par le Président de la République ne restera pas dans les annales. Sa longue allocution s'est résumée à un très malhabile service après-vente des politiques gouvernementales et une justification bancale de sa réforme des retraites.

Pour le Président, allonger la durée de cotisations est la mesure la plus « juste ». Rien de plus faux.

Il n'y a aucune justice, aucune égalité, dans la poursuite du démantèlement du droit à la retraite à 60 ans, conquête historique de la gauche. Il y a une erreur stratégique de calendrier et de méthode.

Le rapport Moreau ne peut être une base sérieuse de négociation pour assurer l'avenir de la retraite par répartition, tant il ne prend pas en compte une dimension pourtant indispensable : l'emploi. C'est là que le bât blesse, dans la faiblesse des propositions Hollande en matière d'emplois privés et publics, dans ce défaitisme face au chômage, et dans le refus idéologique d'augmenter les salaires et de mettre à contribution les revenus financiers.

Le Président fait le choix d'une réforme à la hussarde, en plein trêve estivale. Nous ne laisserons pas faire. L'avis des principaux intéressés que sont les salariés et les retraités doit primer. D'ores et déjà le Parti Communiste Français appelle à la plus large mobilisation.

Pierre Laurent secrétaire national du PCF

### Espionnage / NSA : "Nous demandons une session spéciale du Parlement"

Les révélations du Guardian sur l'espionnage de la France et de l'Union européenne par les États-Unis sont extrêmement graves. En matière de défense nationale, le gouvernement français a le devoir de tirer toutes les conséquences de cet acte d'agression. La participation de la France au commandement militaire intégré de l'OTAN est directement remise en cause.

De plus les négociations sur l'achat de drone MALE aux États-Unis doivent être arrêtées sine die. Commander de tels drones dont tous les systèmes informatiques et de télécommunication sont sous contrôle des États-Unis, reviendrait à donner au Pentagone et à la NSA les clefs d'une partie de notre politique de défense. Devant la nécessité de conserver une capacité de renseignement indépendante, notre pays doit sans plus attendre s'engager dans un programme coopération industriel européen pour produire et acquérir les drones d'observation dont il a besoin.

Le Président de la République doit demander des explications à son homologue étasunien. Le Parlement doit être saisi et l'Ambassadeur des États-Unis en France convoqué dans les plus brefs délais devant les commissions des affaires étrangères des deux chambres afin de répondre aux questions de la Représentation nationale. La gravité de cette affaire appelle à la réaction la plus ferme de notre pays.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

### Égypte : Le PCF salue le courage et la détermination du peuple égyptien

Les millions d'Égyptiens qui ont manifesté hier dans tout le pays signent l'échec total des Frères Musulmans au pouvoir depuis quelques mois.

Depuis l'élection de Mohamed Morsi, comme Président, qui n'avait recueilli que 20 % du corps électoral, les Frères Musulmans ont tenté d'imposer à la fois une islamisation rampante de la société, notamment par le biais de la Constitution, et une politique libérale forcenée qui a conduit à une dégradation générale de la situation économique et sociale, avec les hausses du chômage et de l'inflation, le recul des services publics, l'aggravation de la dette et la chute de la monnaie, cette politique ayant reçu les encouragements du FMI et Qatar réunis.

En un mot tout l'inverse de ce pourquoi le peuple égyptien s'était dressé il y a 2 ans en chassant le dictateur.

Depuis, les manifestations contre le nouveau régime n'ont jamais cessé et le bras de fer avec les Frères Musulmans n'a fait que se durcir. La mobilisation historique de ce week-end marque une rupture irréversible entre les forces vives du peuple et la confrérie.

Comme le propose le mouvement Tamarod qui reçoit le soutien de l'opposition de gauche, laïque et libérale et des 22 millions de signataires, la solution est dans le départ de Morsi et la tenue de nouvelles élections présidentielles.

Le PCF salue le courage et la détermination du peuple égyptien, de sa jeunesse, des femmes, des syndicalistes, des progressistes qui écrivent aujourd'hui une nouvelle page d'histoire de leur pays, pour une Égypte démocratique, de justice sociale et de dignité.

### Brésil : la mobilisation populaire exprime l'exigence de plus de changements

Les manifestations massives et populaires qui ont lieu au Brésil depuis quelques jours expriment les grandes contradictions et limites auxquelles est confronté le processus de transformation sociale en cours depuis une dizaine d'années.

Les progrès réalisés par les gouvernements de Luis Inacio da Silva et de Dilma Rousseff sont importants et non négligeables : des millions de personnes sorties de la pauvreté grâce à des programmes sociaux de grande envergure, hausse du salaire réel, accès pour les pauvres à l'énergie, et mise en place d'une politique active en faveur de la création d'emplois.

Toutes ces avancées n'ont pas résolu les problèmes posés par un mode de développement propre au capitalisme néolibéral : un taux d'urbanisation chaotique parmi les plus importants au monde, des services de mauvaise qualité et chers, notamment les transports urbains, toujours entre les mains d'entrepreneurs avides de profits.

Le Parti Communiste comprend que la présidente Dilma Rousseff salue cette "la force de la voix de la rue". Ces manifestations citoyennes expriment l'exigence d'une gestion économique de transformation sociale et d'une meilleure qualité de vie avec, notamment, de services publics de qualité et accessibles à tous. Elles sont aussi l'expression du rejet de la corruption et de l'inertie d'un pouvoir législatif encore entre les mains d'une majorité conservatrice. La gauche de transformation, le Parti des travailleurs, le Parti Communiste du Brésil et leurs alliés ne représentent, en effet, qu'un tiers des forces présentes au Parlement. Elles mettent à l'ordre du jour l'exigence d'aller plus loin dans le changement en faisant reculer les inégalités. Elles révèlent avec force l'exigence de transformations qui mettent au centre la participation démocratique et la nécessité de la réforme politique voulue par la gauche brésilienne.



## **Cour des comptes : « Pas un exercice comptable mais de l'obscurantisme idéologique »**

La Cour des comptes annonce un risque d'augmentation du déficit public pour 2013 à 4%, supérieur aux 3,7% prévus initialement. Et cela, malgré la politique de pression fiscale opérée sur les ménages essentiellement et le ralentissement de la dépenses publique. Un risque amplifié par une croissance négative qui impacterait in fine les recettes publiques de 2013 de l'ordre de 0,3 points de PIB. Dès lors, la Cour propose-t-elle d'arrêter avec cette politique d'austérité qui donne les résultats qu'elle dénonce? Que nenni. Au mépris de toute logique, elle ne trouve pas autre chose à prôner que le renforcement des économies budgétaires : 28 milliards supplémentaires d'ici à fin 2015 !

Quel aveuglement. Ce n'est plus de l'exercice comptable mais de l'obscurantisme idéologique. La cause des déficits s'enracine avant tout dans la chute historique du pouvoir d'achat des français (-0,9%), du ralentissement de la masse salariale (+1,7% en 2012 contre +3,2% l'an passé), de l'explosion du chômage (+11,5% en un an, que ne parviendront pas à enrayer les 20% de hausse des radiations des statistiques de juin 2011), de la fonte des effectifs salariés (98 000 emplois en moins en 2012). Causes qui pèsent autant sur la demande que sur l'offre, et qui pénalisent l'activité économique. La lutte contre les déficits publics par la baisse de la dépense publique et la hausse de la fiscalité sur les ménages, pour répondre aux diktats des marchés financiers, alourdit la pression sur la consommation et réduit les capacités de création de richesses du pays. C'était vrai pour la Grèce, l'Espagne, le Portugal ... C'est dorénavant vrai aussi pour la France.

Sans chercher bien loin, il existe une alternative pour l'emploi, pour un véritable redressement productif, pour une appropriation sociale de l'argent et de son utilisation! Gracieusement, le PCF et le Front de gauche tiennent à la disposition de la cour des comptes leurs propositions.

## **Grèce : « Une victoire pour les salariés d'ERT et pour les grecs »**

Le Conseil d'État grec a annulé hier soir "temporairement" la décision du gouvernement de fermer la radio-télévision publique ERT, et ordonné sa réouverture jusqu'à la constitution d'un nouvel organisme audiovisuel public.

Le PCF se félicite de cette décision de justice qui inflige au gouvernement et au Premier ministre conservateur grec Antonis Samaras, une défaite. C'est une victoire pour les salariés d'ERT et les milliers de grecs et d'européens qui se sont mobilisés face à ce coup de force. La bataille pour un réel pluralisme dans les médias, pour la démocratie et le service public n'est pas finie.

Les appétits des groupes de l'audiovisuel privé ont été aiguisés et tant que la Troïka et le gouvernement Samaras seront là, il ne faudra pas baisser la garde. La lutte contre l'austérité et la lutte pour la démocratie sont indissociables. Il faudra un changement politique clairement de gauche pour les rendre victorieuses et pour redresser le pays.

Le PCF, membre du Parti de la gauche européenne (PGE) continuera de soutenir les salariés de l'audiovisuel public, les forces sociales et les démocrates et progressistes qui se mobilisent contre la fermeture des ondes et les mesures d'austérité.

Pierre Laurent, Secrétaire national du PCF et Président du PGE, sera présent ce soir au théâtre du Châtelet à Paris pour participer à la grande soirée en solidarité avec le peuple grec, organisée par Médiapart et soutenu par de nombreux médias français dont l'Humanité, Marianne, Les Inrockuptibles, Regards, Politis etc.

## **Agressions à Bobigny : "l'UDI devra s'expliquer sur ces pratiques inacceptables"**

Hier soir, 4 jeunes communistes se sont fait lâchement et violemment agresser à Bobigny par une dizaine de jeunes alors qu'ils distribuaient des tracts invitant à une soirée de solidarité avec la Palestine. Parmi leurs agresseurs, a été reconnu l'attaché parlementaire de Jean-Christophe Lagarde, maire de UDI de Drancy.

Ces agressions sont d'une extrême gravité, d'autant plus qu'elles sont une atteinte à l'engagement politique et associatif, non intéressé.

J'exprime ma solidarité avec ces jeunes camarades et appelle à participer au rassemblement décidé par le MJCF, le PCF Bobigny et l'association DIDF, dont la date sera précisée rapidement.

L'UDI et Jean-Christophe Lagarde devront s'expliquer dans les plus brefs délais sur ces pratiques inacceptables.

Pierre Laurent, le 21 juin 2013

## **Antilles : « Initier un nouveau type de relations entre les Antilles, la France et l'Europe »**

Le Premier ministre se déplace cette semaine aux Antilles alors que la Martinique et la Guadeloupe sont frappées par une crise d'une violence sans précédent. Un chômage massif qui frappe jusqu'à 60 % des jeunes, des denrées alimentaires à des prix prohibitifs, une montée de la délinquance et de la violence sur un fond de pauvreté et d'avenir bouché, le RSTA menacé quelques années après les grands mouvements populaires de 2009... Jean-Marc Ayrault va découvrir des Antilles sinistrées et une population inquiète.

Jamais depuis la départementalisation de 1946, ces îles n'ont connu une telle situation. C'est désormais leur intégrité, leur cohésion qui sont menacées. La situation est devenue insupportable et l'explosion menace.

Face à cette situation, les annonces faites par le premier ministre ont certes des dimensions positives dont il conviendra d'en mesurer la portée, notamment sur le dossier de la défiscalisation.

Mais la Martinique et la Guadeloupe ont besoin d'actes à la hauteur de la situation, d'une politique nouvelle et ambitieuse, apte à refonder le modèle économique actuel qui mène à cette impasse sociale et humaine et qui gâche les atouts antillais.

Il faut pour cela favoriser enfin le développement endogène en appuyant sur les immenses ressources locales et les grandes potentialités de coopération et d'échange dans la zone Caraïbe et l'Amérique du sud. C'est la condition pour sortir du « tout transfert de marchandise » entre la France, l'Europe et ces territoires. De ce point de vue, le mouvement social de 2010 avait porté des propositions qu'il convient, pour un gouvernement de gauche, de prendre au sérieux.

Une telle rupture appelle une politique économique dynamique impliquant l'épargne locale, la banque de développement et les fonds publics, y compris européens. Cela passe aussi par une vaste réforme foncière, la revalorisation de la filière canne aujourd'hui menacée, la relance d'un tourisme mettant en valeur les atouts locaux, le développement de la pêche actuellement entravé par les directives européennes, la marche vers l'autonomie alimentaire et énergétique, le développement des transports collectifs et de l'ensemble des services publics...

Pour avancer sur cette voie nouvelle, il faut nécessairement initier un nouveau type de relations entre ces territoires, la France et l'Europe, en sortant de la tutelle et en domiciliant enfin dans chaque île un véritable pouvoir répondant aux revendications des peuples concernés et à leur volonté de responsabilité et d'autonomie dans le cadre de la République.

C'est la République elle-même qui sortirait plus forte si le Premier ministre de notre pays impulsait cette nouvelle donne et portait ces exigences.

## Fermeture du théâtre national palestinien de Jérusalem : « une décision inacceptable et imbécile » (Pierre Laurent)

Le festival international de marionnettes du théâtre national palestinien de Jérusalem, qui devait se dérouler du 22 au 30 juin, vient d'être interdit par les autorités israéliennes. C'est un crime contre la culture et contre les enfants de cette ville qui ont pourtant tant besoin de bonheur.

Au nom du PCF et de la délégation que je mène à Jérusalem, j'assure la direction du théâtre de ma solidarité devant cette censure inacceptable et imbécile.

Pétition en ligne : [www.thepetitionsite.com/993/078/](http://www.thepetitionsite.com/993/078/)

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sénateur,  
Avec,

Lydia Samarbakhsh, Responsable des relations internationales au PCF,

Patrick Le Hyaric, Député européen et directeur du journal l'Humanité,

Mathilde Caroly, conseillère municipale communiste de Saint-Denis,

Fernand Tuil, Président de l'AJFP (Association de jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises)

## Intempéries : "les pouvoirs publics doivent être vigilants sur le comportement des assurances"

Devant les 3 décès et les dégâts causés par les inondations que subissent les vallées des Pyrénées et des Landes, le PCF exprime son émotion et sa solidarité avec les familles. Au-delà du classement en zone de catastrophe naturelle, la solidarité nationale doit s'exprimer par des aides financières qui, même si elles ne compensent pas la perte des biens et des souvenirs, sont essentielles à la reconstruction matérielle.

La conjonction de l'enneigement et des pluies avec le redoux est très rare. Et cet événement est exceptionnel par son ampleur et rejoint des niveaux records atteints il y a plusieurs décennies. Les climatologues prévoient que de tels événements extrêmes devraient se reproduire plus fréquemment et seraient liés au changement climatique. Ainsi le mois de mai 2013 s'est avéré au niveau de la planète, être le troisième mois plus chaud depuis le début des relevés en 1880. Il est déterminant à l'échelle des états de prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Dans l'immédiat il est urgent de s'engager dans une prévention qui évitera de tels drames consécutifs à des événements naturels exceptionnels.

Le PCF demande que l'on reprenne le travail sur les Plans de Prévention des Inondations avec les mesures d'urbanisme qu'ils comportent, et que soient intégrées toutes les connaissances sur l'aménagement des versants (agriculture, terrasses, haies, reforestation ... ) pour retenir l'eau.

Les constructions encore trop nombreuses en zones inondables doivent céder la place à des zones prévues pour l'expansion des flots de crues. Il s'agit là d'une orientation d'aménagement qui se construit dans la durée et grâce à de l'opiniâtreté et à la vigilance des populations concernées elles mêmes.

A plus court terme, le PCF demande que des aides exceptionnelles pour les agriculteurs durement touchés par ces calamités naturelles leur soient apportées.

De la même manière, l'État doit donner aider les collectivités à remettre en état de marche les services publics, reconstruire les digues et ouvrages d'art et ré ouvrir les voies de communications. L'alerte des populations que la montée des eaux met en danger doit être une priorité. Elle ne saurait se suffire des médias traditionnels ; des moyens existent via les réseaux sociaux notamment, qui sont en usage ailleurs.

Enfin le PCF exige des pouvoirs publics qu'ils soient vigilants sur le comportement immédiat et à venir des assurances concernant les habitations des sinistrés.

Parti Communiste Français, Paris, le 21 juin 2013.

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



A lire

**L'Humanifeste  
du PCF "Il est  
grand temps de  
rallumer les étoiles"**

**Économie &  
Politique  
numéro spécial  
contre l'austérité**



## Énergie/E.On : le PCF demande une intervention publique

Sous prétexte des nouvelles normes environnementales et refusant de faire face aux investissements à engager pour y répondre, E.On confirme vouloir fermer en France, d'ici fin 2013, 5 tranches sur les 7 que comptent les 4 centrales à charbon héritées de la Société Nationale d'Électricité Thermique (SNET). Pourtant E.On a les moyens d'investir dans la SNET pour la mise à niveau de son parc et/ou pour de nouveaux outils de production performants. Ce groupe industriel préfère opérer d'autres choix, celui de la recherche de rentabilité maximale.

535 emplois sont menacés de suppression dans un secteur industriel stratégique. Cette décision désastreuse aura des conséquences sociales et économiques sur les bassins de vie concernés : Nord (Hornaing), Moselle (Émile Huchet), Saône et Loire (Lucy) et Bouches du Rhône (Gardanne).

Le PCF condamne ces décisions et demande au gouvernement une intervention publique. C'est tout le sens de la proposition de résolution déposée par les députés communiste en mars dernier.

Il est de la responsabilité de l'État de piloter la production d'électricité et d'être le garant de l'alimentation électrique pour les citoyens.

La fermeture de plusieurs sites de production d'E.On représente un manque de 1.3GW sur le réseau. D'ici 2015, ce sont 3.6 GW qu'il manquera sur l'ensemble du parc charbon, avec les fermetures à venir des centrales thermiques d'EDF. Même toute relative, la part du thermique à flamme (10%) reste indispensable pour l'équilibre de notre mix électrique : Les centrales thermiques assurent les consommations en période de pointe et sont indispensables pour faire face à l'intermittence de l'éolien et du photovoltaïque. Les fermer revient à multiplier considérablement les risques de black-out ou à s'orienter vers un rationnement de l'électricité, et une remise en cause de l'égalité d'accès à l'énergie via une forte hausse des factures.

Il est indispensable que le gouvernement prenne les initiatives nécessaires pour mener au préalable une étude d'impact complète sur le triple terrain énergétique, écologique et social de ces décisions au risque de voir notre pays ne plus disposer de la puissance électrique nécessaire à son fonctionnement quotidien.

Nous réaffirmons que dans le mix énergétique électrique la place du thermique à flamme a une place indispensable bien que limitée.

Il est temps que le gouvernement et les entreprises développent autour de cette énergie de nouveaux projets, pour répondre aux enjeux environnementaux et sociaux de demain.

Investir pour développer des centrales à charbon propre super critique et pousser les développements des technologies de captage et stockage du CO2.

**Lundi 17 juin : Commémoration de l'Appel à la résistance contre l'occupant nazi de Charles Tillon**

<http://gironde.pcf.fr/41061>

Commémoration de l'appel à la résistance contre l'occupant nazi que lança Charles Tillon le 17 juin 1940 depuis le moulin du Moulineau à Gradignan. Lundi 17 juin 2013, à 18h, au parc municipal René-Canivenc, 53, rue du Moulineau, à Gradignan.

L'appel de Charles Tillon, du moulin du Moulineau, et celui du général de Gaulle, de Londres le 18 juin 1940, sont toujours actuels dès lors qu'ils avaient pour but de lutter et de rassembler contre l'inacceptable.

L'un comme l'autre, isolés au départ, rebelles même par rapport à leur milieu, mirent sur pied les forces pour libérer le pays. Charles Tillon, dans le droit fil de son appel du 17 juin 1940, contribua dès mai 1941 à la création de l'Organisation Spéciale (OS), précédant celle des Francs-Tireurs Partisans dont il devint le chef d'état-major jusqu'à la Libération. Sous son impulsion, les FTP rassemblèrent des milliers de patriotes de toutes origines pour former l'un des plus importants mouvements de la Résistance intérieure, qui se plaça en avril 1943 sous les ordres du représentant militaire en France du général de Gaulle.

**L'Appel de Charles Tillon**

"Les gouvernements bourgeois ont livré à Hitler et à Mussolini : L'Espagne, l'Autriche, l'Albanie et la Tchécoslovaquie.....et maintenant, ils livrent la France.

Ils ont tous trahi.

Après avoir livré les armées du Nord et de l'Est, après avoir livré Paris, ses usines, ses ouvriers, ils jugent pouvoir, avec le concours de Hitler, livrer le pays entier au fascisme.

Mais le peuple français ne veut pas de la misère de l'esclavage du fascisme.

Pas plus qu'il n'a voulu de la guerre des capitalistes.

Il est le nombre : uni, il sera la force.

Pour l'arrestation immédiate des traîtres. Pour un gouvernement populaire s'appuyant sur les masses, libérant les travailleurs, établissant la légalité du parti communistes,



luttant contre le fascisme hitlérien et les 200 familles, s'entendant avec l'URSS pour une paix équitable, luttant pour l'indépendance nationale et prenant des mesures contre les organisations fascistes.

Peuple des usines, des champs, des magasins, des bureaux, commerçants, artisans et intellectuels, soldats, marins, aviateurs encore sous les armes, UNISSEZ VOUS DANS l'ACTION ! "

Charles Tillon, Gradignan (33), 17 juin 1940

pour en savoir plus sur Charles Tillon:

<http://charlestillon.free.fr/>



La réaction des communistes de Berck suite à la vente de "Mein Kampf" dans une librairie berckoise



communiqué de la section du PCF Berck

L'heure est grave. Les néofascistes refont surface de toute part sous les coups de butoir de la crise économique générée par le capitalisme financier mondialisé. Les victimes de la crise sont les plus précaires, les plus fragiles les plus pauvres d'entre nous. En ce début du 21ème siècle où l'Histoire devrait rappeler à certains les erreurs du siècle passé, rien n'y fait, la diffusion des idées nauséabondes refait son apparition à Berck.

Alors que les médias et la droite traditionnelle font le jeu du Front National, on assiste à la banalisation des idées d'extrême droite. Comme en 1933 et 1936, on constate la montée des idées fascistes permises par la diffusion de Mein Kampf dans une librairie berckoise.

En effet, à Berck, une librairie ayant pignon sur rue fait le choix de vendre l'édition traduite de Mein Kampf par les Nouvelles Éditions Latines, maison qui fut mise en place par un maurrassien proche de l'Action Française, condamné pour collaboration à la Libération et frappé à 20 ans d'indignité nationale.

Sous le masque de la liberté de presse, cette librairie s'autorise à vendre un ouvrage qui la condamne. Sous le masque de la liberté, cette librairie utilise les mêmes méthodes qu'Hitler en utilisant les arguments de la démocratie, de la république pour les retourner contre elles. Oui, Hitler se présentait en champion de la démocratie, en champion du peuple, en champion des élections et du plébiscite. Et oui ! Hitler a précipité l'Europe et le monde dans le chaos ! A peine installé démocratiquement au pouvoir, il supprime la démocratie. A peine installé comme Chancelier en 1933, il ouvre les 1ers camps de concentration et se lance dans des programmes d'euthanasie des malades mentaux via le programme T4. Il lance également la chasse aux opposants politiques : les communistes, les francs-maçons, les chrétiens, les libres penseurs... et s'en prend aux populations jugées inférieures : les tziganes, les juifs et les slaves ou accusées de « corrompre la race » comme les homosexuels.

La librairie fait acte d'une légèreté complice - voire coupable - en prétendant que ce livre sert la liberté de presse ou d'expression ; lesquelles furent d'ailleurs immédiatement suspendues lorsqu'Hitler fut installé au pouvoir par une république de Weimar en crise et aux abois. Nous croyons volontiers qu'il y a davantage volonté de s'enrichir sur un livre qui est la négation de la liberté, la négation du génie humain.

Nous nous posons même la question de l'arrière-plan idéologique et politique des propriétaires de cette librairie. En effet, puisqu'il y a liberté de presse, il y a aussi - et c'est bien normal - liberté d'opinion. Nous donnons ouvertement notre opinion et nous sommes libres de nous interroger sur la nature de l'opinion politique ou idéologique capable de présenter de tels ouvrages à la vente.

Le fascisme dans les années Trente a avancé sur les faiblesses de démocraties incapables de répondre aux attentes des peuples dans une situation de crise inédite. Les fascismes ont utilisé contre la démocratie ses propres armes. A peine installés au pouvoir, les fascismes l'ont détruite - la leur- et celle des peuples européens voisins.

Notre démocratie ne doit pas reculer et, à ce jour, doit répondre ceci : « Le néofascisme ne passera pas ! » Le Front de Gauche de Berck soutient les idées républicaines de Liberté, d'Égalité, de Fraternité posées dans la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ; et soutient et défend la démocratie. Il a joué son rôle d'alerte à travers ses militants qui ont mobilisé la section locale de la Ligue des Droits de l'Homme qui est intervenue, et que nous soutenons. Il jouera tout son rôle politique pour faire barrage à la banalisation des idées d'extrême-droite, qui veulent avoir pignon sur rue, en alertant les élus locaux de la République, de droite comme de gauche, afin de connaître leur réaction sur cette diffusion de Mein Kampf et les actions qu'ils envisagent d'entreprendre. Le Front de Gauche ne manquera pas de relayer les informations sur son blog.

## **Déclaration de Jean-Michel Ruiz, secrétaire départemental du PCF suite à l'agression d'une jeune femme à Argenteuil** <http://95.pcf.fr/41449>

Le PCF95 condamne avec la plus grande force la nouvelle agression dont a été victime une jeune femme à Argenteuil.

Parce qu'elle portait le voile, elle a été humiliée par ses agresseurs, frappée à coup de pied alors qu'elle est enceinte. Elle est une nouvelle victime de la violence barbare des extrémistes de droite. La mort de Clément n'aura donc pas suffi !

Tous ceux qui banalisent les propos xénophobes doivent se sentir responsables de cette dérive. De plus, le fait de mettre sur un pied d'égalité extrême-droite et extrême gauche gomme une vérité tenace : seule l'extrême-droite s'attaque aux libertés républicaines en s'en prenant violemment à ceux qui ont une idée politique contraire à eux mais aussi à ceux qui sont musulmans, juifs, femmes ou homosexuels.

Monsieur Valls, hier toutes les forces de gauche du Val d'Oise (partis, syndicats, associations) étaient réunies à Argenteuil devant la stèle érigée en la mémoire de Gabriel Péri, victime de la barbarie nazie. Tous réclamaient la dissolution immédiate de tous les groupuscules d'extrême-droite. Vous devez nous entendre !

## **Face à l'arbitraire policier, soutien à Yahya Sanchez !** **(MJCF)**

Il y a 10 jours, comme partout en France, les jeunes communistes du département de l'Hérault et des militants d'organisations progressistes et antifascistes ont appelé à un rassemblement pacifique pour honorer la mémoire de Clément Méric mort sous les coups de nerfis d'extrême droite.

Les jeunes communistes 34 ont répondu d'autant plus présents à ce rassemblement que quelques jours avant, un jeune communiste s'était fait lâchement agresser dans un restaurant par des militants extrême-droite en plein centre de Montpellier.

Alors que la loi pour le mariage pour tous est adoptée depuis plus d'un mois et que le premier mariage homosexuel a eu lieu dans cette ville, des pieurs de rues intégristes sont eux aussi présents à quelques encablures du rassemblement en la mémoire de Clément Méric. Non contents d'occuper l'espace public avec leurs prières pour exiger le retrait d'une loi adoptée et qui est signe de progrès et d'égalité pour tous, ils décident alors de perturber le rassemblement antifasciste.

Plusieurs intégristes viennent alors provoquer le rassemblement pacifique, en déroulant notamment des banderoles à caractère homophobe et en scandant des slogans ouvertement racistes.

Le ton monte rapidement entre des jeunes antifascistes et les intégristes, des camarades de la JC dont Yahya Sanchez, membre du conseil national du MJCF et responsable départemental de l'Hérault ont tenté de s'interposer pour faire retomber la tension. Après de longues minutes d'observations, et alors que de nombreux militants antifascistes les pressent pour retrouver de la sérénité, les forces de l'ordre décident d'intervenir.

Loin d'arrêter les perturbateurs et ceux qui occupent illégalement l'espace public avec leurs prières de rues, les forces de l'ordre préfèrent interpellier violemment deux manifestants, dont Jean Sanchez. Après plus de 12 heures en garde à vue, il est relâché mais convoqué le 15 octobre prochain accusé de coup et blessure sur les forces de l'ordre.

2 poids, 2 mesures : il vaut mieux manifester en priant dans la rue contre une loi qui fait progresser l'égalité pour tous, plutôt que se rassembler pacifiquement en la mémoire d'un jeune homme mort sous les coups de l'extrême droite ! Le signal envoyé par le pouvoir policier ne peut pas être celui-là !

Nous exigeons donc l'arrêt de l'ensemble des poursuites contre notre camarade Yahya Sanchez. De nombreuses vidéos et photos commencent à parvenir aux camarades de l'Hérault. Nous réitérons l'appel à nous faire parvenir toutes les preuves et témoignages à cette adresse :

[mouvementjeunescommunistes@gmail.com](mailto:mouvementjeunescommunistes@gmail.com)

Et nous appelons à la solidarité financière pour que Yahya, les camarades et sa famille puissent payer les frais de justice déjà engagés.

## Appel du collectif « La retraite, une affaire de jeunes » (2013)

### « Je demande à être jugé sur deux choses : la justice et la jeunesse » François Hollande, 2012

Le gouvernement s'engage dans une nouvelle réforme des retraites. A l'heure où Y. Moreau a rendu son rapport concernant les évolutions du système, 13 organisations de jeunesse, syndicales, politiques ou associatives ont décidé de se réunir en collectif pour faire entendre un message : les jeunes refusent une réforme qui se traduirait par un allongement de la durée de cotisation et une baisse des pensions. Une réforme juste et favorable aux jeunes est possible, mais pour cela le gouvernement doit se démarquer des conclusions du rapport Moreau.

Face à la précarité et au chômage des jeunes, renforçons notre système de protection sociale

Jeunes travailleurs et travailleuses, étudiant-e-s, en recherche d'emploi ou en insertion, nos parcours sont divers mais nous souffrons des mêmes maux, aggravés par la crise économique. Trop âgés pour bénéficier de la protection familiale, mais trop jeunes pour accéder aux minima sociaux, nous nous situons à un nouvel âge de la vie à la marge des protections sociales et voyons la solidarité nationale se réduire à peau de chagrin au gré des différentes réformes.

La dernière en date concerne le système de retraites. Alors que l'accès au premier emploi est de plus en plus tardif, que la précarité est la norme, et tout particulièrement pour les femmes, allonger la durée de cotisation est pour nous le signal inacceptable qu'il ne faudra plus compter sur un système de retraites solidaire qui garantisse une protection de haut niveau. Cette mesure est d'autant plus incompréhensible qu'elle allongerait encore les files d'attente à Pôle Emploi en maintenant des salariés plus âgés en activité. Comment prétendre agir contre le chômage en refusant de faire de la place à notre génération dans le monde du travail ? C'est pourquoi nous refusons tout allongement de la durée de cotisation et revendiquons un système de retraite par répartition qui prenne en compte les évolutions de notre société et les nouveaux temps de la vie pour notre génération.

### Pour sortir de la crise, misons sur la jeunesse !

Dépourvu-e-s d'une protection sociale aujourd'hui, nous ne tolérerons pas que soit en plus mise à mal celle dont nous bénéficierons demain. Le système de retraite par répartition repose en effet sur les jeunes d'aujourd'hui et sur la confiance qu'ils et elles portent au système de protection solidaire.

Notre formation est un investissement de tous les jours pour notre avenir et celle du pays. C'est avec une jeunesse qualifiée et préparée que nous sortirons des difficultés de la crise. Cette période doit être reconnue comme telle au lieu de nous pénaliser.

Parce que le statu quo n'assurera pas la pérennité du système de retraite par répartition, nous réclamons des réformes qui s'attaquent au vrai problème : le manque de recettes lié en grande partie au chômage de masse. En particulier, des politiques publiques favorisant l'emploi des jeunes et leur accès au droit commun sont une nécessité sociale et économique.

Nous revendiquons :

- La validation des années de formation dans le calcul des retraites.
- La prise en compte des périodes de stages, et leur réglementation, afin qu'ils ne constituent pas des emplois déguisés.
- La prise en compte des périodes d'inactivités forcées, périodes où les jeunes cotisent de manière inégale.

Nous, organisations de jeunesse, syndicales, associatives, politiques, serons à l'initiative dans les prochains mois pour porter la voix des jeunes. Nous n'accepterons pas un nouveau recul de nos droits. Nous appelons les jeunes à se mobiliser pour faire entendre au gouvernement ces solutions justes.

Nous appelons le gouvernement à rejeter les préconisations de ce rapport et à ouvrir de larges négociations avec l'ensemble des acteurs sociaux. Un débat de cette ampleur ne saurait être discuté en quelques semaines ou confisqué à la société. De plus, déjà absents de la conférence sociale du 20 et 21 juin, nous avertissons les pouvoirs publics : le débat sur les retraites est trop important pour s'effectuer en catimini et au pas de course pendant l'été. Il ne peut y avoir de réforme au nom des jeunes sans les jeunes.



Premiers signataires : Union Nationale des Étudiants de France (UNEF), Confédération Générale du Travail (CGT), Union Nationale Lycéenne (UNL), La Mutuelle des Étudiants (LMDE), Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS), Jeunes Communistes (JC), Jeunes Radicaux de Gauche (JRG), Osez le Féminisme (OLF), Gauche Anticapitaliste (GA), Union des Étudiants Communistes (UEC), Gauche Unitaire (GU), Parti de Gauche (PG), Jeunes Écologistes

### A voir sur l'internet

Le blog des communistes de la ville d'Annecy :

<http://blog.annecyensemble.org>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

### Pétition en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>.

**L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.** Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>





## Erasmus +. Un budget en hausse mais qui fait planer de lourdes menaces sur les étudiants les plus défavorisés

Communiqué de Marie-Christine Vergiat, Députée européenne Front de Gauche, Membre de la commission culture et éducation, Bruxelles, le 26 juin 2013

La présidence irlandaise a annoncé ce matin la conclusion d'un accord sur le nouveau programme Erasmus pour tous, désormais Erasmus +, regroupant tous les programmes existants sur l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport pour la période 2014-2020.

Malgré le retard pris dans les négociations pour le nouveau CFP (Cadre financier multi-annuel), nous savons déjà que le budget alloué à ce programme sera à la hausse.

Si, contrairement à la logique globale du CFP de réductions budgétaires, Erasmus+ s'en sort bien, je regrette profondément que, malgré l'opposition d'un certain nombre de parlementaires et notamment de la GUE/NGL, un mécanisme des prêts paneuropéen pour les étudiants de master intitulé Erasmus Master se voit introduit pour la première fois dans ce nouveau programme avec une part importante de 3.5% du budget total alloué au programme.

Certes, ce montant est moins important que celui initialement proposé par la Commission (5%) mais la mise en place même de ce mécanisme ne peut que nuire à terme aux systèmes de bourses, tant ceux auxquels Erasmus doit son succès, que ceux existants dans nombre d'États-membres. L'Union européenne ne tire aucune leçon de la situation des États-Unis où l'endettement des étudiants s'élève à plus d'un trillion de dollars et risque de jeter dans la misère des milliers d'étudiants incapables de rembourser leurs prêts. C'est donc un risque lourd sur le droit d'accès à un enseignement supérieur gratuit et de qualité pour tous.

Au moment même où nombre d'États-membres réduisent leurs bourses et augmentent les frais d'inscription, c'est un signal fort envoyé par l'UE que de vouloir privilégier des prêts bancaires plutôt que des aides publiques directes aux étudiants. Ce sont donc à terme les étudiants des milieux les plus défavorisés qui risquent de faire les frais de ce choix politique car ils se verront privés du droit à des études supérieures faute d'avoir accès aux prêts bancaires.

## Assises du 16 juin « une étape pour changer de cap »

Pour le Front de gauche, après le succès de la marche du 5 mai, celui des Assises du 16 juin ouvre une perspective et un espoir à gauche. Plus de 2000 participants, 7000 connexions vidéo pour suivre les ateliers et la plénière, 70 intervenants représentants ou personnalités issues de plusieurs dizaines d'organisations.

Dimanche à Montreuil, de nombreuses forces sociales et politiques parmi celles qui ont assuré, il y a un an, la victoire sur Nicolas Sarkozy, se sont retrouvées pour affirmer ensemble, l'urgence de changer de cap politique en France et en Europe. L'événement est d'autant moins à banaliser que quelques heures plus tard, tombaient les résultats du 1er tour de la partielle de Villeneuve sur Lot. C'était un nouveau coup de semonce après Beauvais, venant attester de l'impasse politique et des régressions démocratiques dans lesquelles nous conduisent tout droit, les choix du pouvoir actuel ; dans ce cas, l'Austérité plus l'affaire Cahuzac amenant à un duel UMP/FN au 2ème tour de la législative.

Dès lors, la convergence entre forces du changement autour de propositions permettant de sortir de la crise, et ouvrant la perspective d'une majorité alternative est l'une des questions majeures qui nous est posée. Le Front de Gauche entend y œuvrer avec toutes les forces et les citoyens partageant cet objectif.

La journée du 16 est une étape supplémentaire d'un processus qui doit se poursuivre, partout dans le pays dans l'objectif d'être immédiatement utile aux mobilisations contre la réforme des retraites, le traité transatlantique, l'acte III de la décentralisation...

## 16 juin - Assises pour changer de cap

Par Robert Garrette

Nous étions plus de 2000 (5 pour la Haute-Savoie, dont 2 de la section d'Annecy du PCF), La plupart étaient des militants engagés, supposés avoir voté Hollande dans l'espoir d'un changement et contre la politique ultralibérale de Sarkozy. Certains, d'associations diverses ou partis (PS et EELV) l'ont fait dès le 1er tour de l'élection présidentielle.

Tous ont exprimé leurs frustrations par rapport à la politique sociale libérale mise en œuvre par le gouvernement et les directives européennes guidées par le MEDEF et la finance.

La matinée a été consacrée en 8 ateliers où nous avons revisité et approfondi les différents sujets de notre programme F. de G. 'l'Humain d'abord ».

Christian Garrette a participé à l'atelier sur la 6ème république et moi à celui de la transition écologique dans l'industrie ; tous les sujets rejoignaient en fil rouge les questions de la démocratie, de l'emploi, de la marchandisation de l'économie au service de la finance, des changements nécessaires contre les marchés financiers pour sortir de la politique austéritaire qui nous mène droit dans le mur.

L'après midi regroupait deux tables rondes dans un débat entre représentants d'associations, syndicats et partis de gauche :

- CGT, Solidaires, FSU
- ATTAC
- Front de gauche (PCF, PG, FASE, Unitaires, Alternatifs)
- Gauche du PS, EELV.

Ce fut un grand moment de confrontation des points de vue des possibilités de convergences contre la politique sociale libérale du gouvernement notamment contre les mesures prônées par l'Europe : retraites - marché transatlantique ... etc.

Les partis participant au gouvernement (PS et EELV) n'ont pas convaincus de leur utilité, même si leurs propositions à la marge semblent montrer un désaveu de la politique gouvernementale. Les vieilles recettes de recherche de l'unité avec Hollande (pour faire barrage au FN) ont été peu convaincantes. La balle est dans leurs camp car la politique suivie, avec leur soutien, n'offre aucune perspective de changement des problèmes auxquels sont confrontés les peuples, ils sont de la même nature en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, à Chypre ou en France. L'accueil de la salle a souvent été Houleux à leurs propos et il a fallu l'intervention de Pierre Laurent pour permettre l'écoute mutuelle de ces représentants.

Le succès de cette initiative lancée par les communistes et reprise par le Front de Gauche permet d'investir le débat à gauche afin de rassembler tous ceux qui ont fait le choix de vrais changements, de conforter cette orientation dans son contenu jusqu'à devenir majoritaire.

« L'Humain d'abord » est toujours d'avenir. Ces assises nous invitent à y travailler ensemble.



# STOP AUX EXPULSIONS SANS RELOGEMENT ! AUX DISCRIMINATIONS ! DES SOLUTIONS MAINTENANT

Les expulsions et destructions de bidonvilles se succèdent dans toute la France. La police jette à la rue les familles et les bulldozers réduisent en charpie leurs cabanes et leurs biens. Le rythme s'accélère et de nombreux terrains sont menacés d'expulsion dans les semaines et les mois à venir. Que deviennent les familles? Où vont-elles s'abriter? Comment poursuivre un accompagnement médical et scolaire? La seule solution apportée est de mettre les familles à la rue. **Être à la rue serait-il plus sûr et plus digne que de vivre dans un bidonville?**

Pourtant la circulaire interministérielle du 26 août 2012 prévoit un diagnostic social individualisé en amont des expulsions, afin de proposer «des solutions d'accompagnement, dans les différents domaines concourant à l'insertion des personnes: scolarisation, santé, emploi, logement». En réalité, la circulaire est restée lettre morte pour une grande partie des évacuations. Lorsqu'elle est mise en oeuvre, elle se résume la plupart du temps à un simple recensement des personnes. Dans le meilleur des cas, un hébergement temporaire à "l'hôtel" est proposé pour une infime partie des familles, souvent très loin de leur lieu de vie. On est bien loin d'une réelle recherche de solutions et de véritables projets d'insertion... Pour les familles et les associations de soutien, ces diagnostics dits «sociaux» (par ailleurs coûteux) ressemblent à un simple alibi pour permettre aux préfetures de se justifier de l'application de la circulaire.

La politique menée par les autorités françaises est inefficace et dangereuse. Dans la France du 21ème siècle, on interdit à des enfants d'aller à l'école car ils sont pauvres et étrangers. On interdit à des hommes à des femmes de travailler car ils sont roumains ou bulgares. Les autorités participent à la montée d'un climat xénophobe de par la manière dont les Roms sont traités, aussi bien dans les discours que dans les actes. **La politique du mépris, du racisme, de l'exclusion brutale et de la négation des droits les plus élémentaires doit cesser!**

Or, des solutions existent: la réquisition des logements et bâtiments vides pourrait être un premier pas pour reloger de façon provisoire tous les mal-logés, sans distinction. Une vraie politique de construction de logement social est également indispensable pour faire face à l'immense pénurie de logement, notamment en Île-de-France. **Certaines communes mènent avec succès des projets alternatifs de relogement et d'accès au droit commun.**

Nous demandons que les sommes allouées aux diagnostics «sociaux» aient pour véritable objectif de trouver des solutions et non d'être un outil de tri et de propagande. Le budget consacré aux expulsions doit aller vers des projets d'installation alternatifs et d'accompagnement social. L'État se doit d'impulser la coordination avec les collectivités locales pour régler la question des bidonvilles.

Enfin, pour avancer dans l'accès de ces familles au droit commun, il faut cesser immédiatement toutes les discriminations à l'égard des familles Roms. Il faut supprimer les freins administratifs à l'accès à l'emploi. *Arrêtons la politique d'expulsion du territoire, il faut obliger les mairies à inscrire les enfants à l'école.*

**Pour faire cesser le racisme et le mépris, pour promouvoir des solutions basées sur le respect du droit et de la dignité humaine**

**Manifestons dimanche 7 juillet, 15h, Fontaine St-Michel, Paris**

Associations, collectifs et syndicats : Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie (ACTIT), Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF), Association Intertribale-Républicaine, Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roms et Roumaines (ASERFR), Collectif, CCFD - Œuvre sociale Jeunes de et avec, Collectif de soutien aux Roms du Val d'Aisne (177), Collectif de soutien aux Roms et Bulgares de Bobigny, Collectif de soutien de Cligny-sous-Bois, Collectif de soutien de Roissy-sous-Bois, Collectif ROME-BRDF 84 (Nécessaire de CNRH Rommejeux), Collectif Rommejeux, comité ATAC N.S.L, Conseil représentatif des associations roms de France (CRAR), Droit au Logement (DAL), Ensemble Plus Travailleur Capérol (EPTC), Femmes Romaines, FSI Île-de-France, La Voix des Roms, LDR ES, Médecins de Monde-Monde Citoyennes ES, Mobilisation contre Ville, MRF, Observatoire Citoyen de Cité de Palaiseau, Plateforme ES de soutien aux Roms vivant en bidonvilles, Réseau Artisan Culturel (Réseau Droit), R.A.C.E.S., Réseau des Droits de monde Paris 13, Réseau 1437 (Saint-Denis), Sang pour Sans, Solidarité à Villiers-Aux-Familles Et Roms et Roumaines (SMAFER), Sortie de Colonisation, Union Inter-Française pour le Prix (UIFP), Union Syndicale Solidaires... Organisations politiques : Alternative Libertaire (AL), Gauche anticapitaliste (GA), Les Alternatifs 83, Europe Écologie Les Verts Île-de-France (EELV), Fédération pour une Alternative sociale et écologique (FASE), Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Parti Communiste Français (PCF), Parti de Gauche (PG)